



## **Verdict du Tribunal des Peuples : constat du déni systématique de la dignité humaine des travailleurs**

Communiqué de presse - 8 Février 2012.

Le Tribunal Permanent des Peuples sur les droits des travailleurs de l'habillement à un salaire vital a prononcé son verdict aujourd'hui, à Phnom Penh.

Les conclusions des juges, issus de trois continents pressent les marques et enseignes de l'habillement à prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à l'état de pauvreté dans lequel sont maintenus les travailleurs de l'habillement. Le jury recommande que les acheteurs internationaux aillent au-delà des « bonnes intentions » et tiennent compte en priorité du respect des droits humains dans leurs pratiques d'approvisionnement et dans la fixation des prix payés aux fournisseurs.

Le verdict a été annoncé après deux jours d'auditions auxquelles ont participé plus de 200 travailleurs de l'habillement appuyant ainsi l'urgente nécessité d'un salaire vital. Les témoignages de travailleurs ont illustré les conditions de vie sordide, la malnutrition chronique (déficit de 500 Kcalories par jour), des syncopes collectives touchant près de 2400 travailleurs depuis 2010, du cercle vicieux de l'endettement, de la généralisation des contrats de très courte durée et du licenciement d'un millier de délégués syndicaux suite à la grève massive de 2010 réclamant une augmentation des salaires.

Plusieurs experts ont également éclairé le tribunal. L'un d'entre eux a montré que du fait de la forte inflation prévalant au Cambodge, le salaire des travailleurs de l'habillement a perdu 14% de sa valeur réelle ces douze dernières années. Le salaire légal, 61\$ par mois, très généralement appliqué dans le secteur, atteint aujourd'hui un niveau tout simplement insoutenable.

Au cours des auditions, Adidas et Puma ont exposé leurs positions en tant qu'acheteurs de l'industrie. Tous deux sont parties prenantes d'une initiative portée par plusieurs marques et enseignes du secteur qui multiplie les projets pilotes et les enquêtes pour tenter d'identifier une « fair wage ». Un salaire vital figure parmi les options possibles.

L'Alliance Asia Floor Wage, organisatrice de cette session du Tribunal a mis l'accent sur l'insuffisance des initiatives prises par les marques et les enseignes. De longues discussions ne peuvent plus être un prétexte à l'absence d'action.

Une travailleuse de 27 ans, mère d'un garçon de 2 ans, travaillant dans une usine qui produit pour Adidas, témoigne : « *Mon salaire ne couvrant pas les besoins de base de ma famille, j'ai dû emprunter de l'argent à mon propriétaire. Je lui dois 50\$ et 10\$ d'intérêt chaque mois. En général, je n'arrive qu'à payer les 10\$ d'intérêt mais pas à rembourser le prêt, même en partie. Si je tombe malade je n'aurai pas d'argent pour me soigner. Je ne sais pas ce que je ferai si ça arrive. Ce qui m'inquiète aussi beaucoup c'est de ne pas avoir d'argent pour envoyer mon fils à l'école.* »

H&M et Gap, les deux acheteurs les plus importants au Cambodge, ont répondu négativement à l'invitation, alors même que plusieurs témoignages visaient des violations des droits fondamentaux des travailleurs dans des usines de leurs fournisseurs.

« Le tribunal révèle un fossé entre le discours de *responsabilité sociale* des entreprises internationales de l'habillement et la situation de terrain vécue par les travailleurs de l'habillement en Asie », selon Anannya Bhattacharjee, coordinatrice de l'Alliance Asia Floor Wage. « La question du salaire est un problème qui dépasse les frontières et doit être traitée comme tel. Les acteurs internationaux doivent travailler ensemble et utiliser le niveau de rémunération calculé par l'Asia Floor Wage comme référence pour combattre les salaires précaires. » (Ce salaire de référence est de 281\$ par mois en 2011, soit près de 5 fois le salaire de base actuel)

D'après Carole Crabbé, coordinatrice d'achACT, « les consommateurs doivent poser avec insistance la question du respect des droits des travailleurs qui fabriquent leurs vêtements et demander aux marques et aux enseignes se fournissant au Cambodge, comme H&M et Gap, pourquoi elles ne paient pas un salaire vital qui permettrait aux travailleurs de l'habillement de sortir de la pauvreté ».

FIN

**Contact** : Carole Crabbé, coordinatrice d'achACT : [carole@achact.be](mailto:carole@achact.be), +32 (0) 498 77 23 13 et Michel Cermak, chargé de plaidoyer sur le Travail Décent, CNCD-11.11.11 [michel.cermak@cncd.be](mailto:michel.cermak@cncd.be) +32 (0) 472 45 22 73

#### **Disponibles pour interview au Cambodge**

- **Mr Ath Thorn**, Président de la Cambodian Labor Confederation (CLC) +855 12 998 906
- **Dr Vong Sovann**, Présidente de la Cambodia Confederation of Trade Unions (CCTU) +855 12 785 890
- **Ms Anannya Bhattacharjee**, coordinatrice de l'Alliance Asia Floor Wage +91 9810970627
- **Dr Jeroen Merk**, Clean Clothes Campaign International Secretariat +31 (0) 6 467 44 662

**Photos hautes résolutions** disponibles sur demande et visibles sur <http://bit.ly/w7EYqW>

**Informations complémentaires**, citations, témoignages et notes soumises au Tribunal sont disponibles sur

Facebook : [facebook.com/afwcam](https://www.facebook.com/afwcam)

Blog : [afwcam.wordpress.com](http://afwcam.wordpress.com)

Twitter : [twitter.com/afwcam](https://twitter.com/afwcam)

Youtube : [youtube.com/asiafloorwage](https://www.youtube.com/asiafloorwage)